

"Les cercles dirigeants américains ont opté pour l'agression directe" dans Pravda (28 juin 1950)

Légende: Le 28 juin 1950, le quotidien communiste Pravda dénonce le soutien militaire apporté par les États-Unis au gouvernement de la Corée du Sud .

Source: The Soviet Union and the Korean Question: Documents. London: Soviet News, 1950. 99 p. p. 87-88.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/les_cercles_dirigeants_americains_ont_opte_pour_l_agression_directe_dans_pravda_28_juin_1950-fr-6647c78f-0292-4806-8720-23e08a92c96d.html



Date de dernière mise à jour: 05/07/2016

Les cercles dirigeants américains ont opté pour l'agression directe

Éditorial paru dans *Pravda*, le 28 juin 1950

Le 27 juin, le président des États-Unis, Harry Truman, a fait une déclaration spéciale sur les événements de Corée.

Les événements qui ont eu lieu en Corée et qui ont attiré toute l'attention de l'opinion publique mondiale, révèlent très clairement que les bellicistes impérialistes ne s'arrêteront pas à mi-chemin dans la poursuite de leurs objectifs. Le 25 juin, les troupes du gouvernement fantoche de Corée du Sud se sont livrées à des actes provocateurs contre la République démocratique populaire de Corée, avec des opérations militaires sur le territoire coréen. En réponse, des troupes de sécurité de la République démocratique populaire de Corée sont entrées en action et, conformément aux ordres de leur gouvernement, ont lancé une contre-offensive en portant des opérations militaires sur le territoire qui se trouve au sud du 38^e parallèle.

Le gouvernement de la République démocratique populaire de Corée a maintes fois démontré sa fermeté dans la défense des intérêts du peuple coréen, de son développement démocratique, son indépendance et ses aspirations patriotiques à l'unité. Au début de ce mois encore, le Front démocratique uni, parti de gouvernement unique, et le Présidium de l'Assemblée nationale suprême de Corée à Pyongyang, exprimant la volonté du peuple coréen, ont fait une proposition dont l'objet est l'unification pacifique du pays. La clique sud-coréenne de Syngman Rhee a répondu à cette proposition le 25 juin, en déclenchant une guerre fratricide.

La clique de Syngman Rhee a choisi la voie de l'aventure militaire. Elle compte par avance sur le soutien militaire de ses maîtres d'outre-mer. Les plans belliqueux de ses protecteurs commencent désormais à être clairs.

La déclaration de Truman annonce sans détour qu'il a demandé aux forces aériennes et navales des États-Unis d'apporter une «assistance» armée à l'armée de Syngman Rhee, le traître au peuple coréen. Au même moment, le président américain a ordonné à la septième flotte américaine «d'empêcher toute attaque contre Formose», ce qui équivaut à un ordre d'occuper par la force militaire une partie du territoire chinois.

Cet ordre signifie que le gouvernement des États-Unis d'Amérique a commis un acte d'agression directe contre la République démocratique populaire de Corée et contre la République populaire de Chine.

La déclaration de Truman ainsi que ses actes, sans précédents dans les relations internationales de la période d'après-guerre, sont une preuve supplémentaire que les cercles dirigeants américains n'en sont plus à préparer l'attaque, mais l'ont bel et bien commencée.

Mais sont-ils allés trop loin?

Le gouvernement américain, avec son attitude habituelle de mépris du droit international, piétine scandaleusement la Charte des Nations Unies et agit comme si l'Organisation des Nations Unies n'existait pas.

La question qui se pose maintenant est de savoir qui a autorisé le gouvernement américain à franchir ce pas? Le gouvernement des États-Unis a-t-il obtenu, pour déployer ses forces armées, l'accord de l'Organisation des Nations Unies, envers laquelle Truman et Acheson vocifèrent leur loyauté? Où et quand le Conseil de sécurité a-t-il pris la décision de donner carte blanche aux États-Unis d'Amérique pour lancer leurs actes d'agression directe?

Comme chacun le sait, ni les Nations Unies ni aucune autre institution internationale n'a autorisé le gouvernement des États-Unis à mener contre la Corée et la Chine les actions annoncées hier par le président Truman.

En lançant cette action ouvertement agressive, le gouvernement américain veut de toute évidence mettre l'Organisation des Nations Unies devant le fait accompli.